

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je comprends la question du député. Elle ne me surprend pas du tout lorsqu'on sait ce qu'il pense des systèmes de commercialisation dans notre pays. Je tiens à lui rappeler que pour protéger l'intérêt public un organisme appelé le Conseil national de commercialisation des produits de ferme surveille tous les systèmes nationaux de commercialisation et en particulier l'Office canadien de commercialisation des œufs. Je suis convaincu que les intérêts du public sont bien sauvegardés grâce à la grande compétence du président de cet organisme.

M. Gray: Monsieur l'Orateur, j'ai un préjugé favorable à l'égard des offices canadiens de commercialisation, à condition qu'ils maintiennent l'équilibre entre les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs. Le ministre devra prouver que c'est bien le cas.

L'OCCO a annoncé un relèvement du prix des œufs afin de transmettre au consommateur le coût additionnel subi par le producteur en raison de la hausse des taux d'intérêt approuvée par le gouvernement. Le ministre est-il en mesure de nous dire quelle sera l'augmentation globale du prix de l'alimentation attribuable à ces taux d'intérêt élevés que doivent payer les producteurs? Quelles mesures le ministre et son gouvernement entendent-ils prendre pour alléger ce fardeau supplémentaire qui accable les consommateurs, surtout ceux à faible revenu?

M. Wise: Je voudrais rappeler au député que l'Office canadien de commercialisation des œufs a remis son rapport annuel. Je crois qu'il a été déposé à la Chambre le 9 octobre. Nous tenons à nous assurer que ces rapports sont mis à la disposition du comité permanent de l'agriculture.

Si le député se préoccupe aussi vivement de la situation, je l'invite à comparaître devant le comité permanent de l'agriculture lorsque celui-ci étudiera le rapport annuel de l'OCCO.

LA PÉNURIE D'ŒUFS—LES RÉPERCUSSIONS SUR LE PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Puisque des rapports montrent que l'Office canadien des œufs limite tellement l'offre sur le marché national qu'on en vient à manquer à l'heure actuelle d'œufs pour la préparation de pâtisseries, le ministre a-t-il un plan lui permettant d'assurer que cette pénurie ne fera pas monter les prix des produits alimentaires pendant les Fêtes de Noël?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, peut-être rassurerai-je les députés d'en face en leur disant que j'ai reçu ce matin même une délégation et le président directeur général de l'Office ainsi que le président du Conseil national de commercialisation des produits de la ferme. D'après eux, il ne semble pas exister de pénurie. Si l'on veut être précis, on peut dire que l'offre est serrée parce que la

Questions orales

demande en œufs a augmenté plus que prévu. Toutefois, après mes entretiens de ce matin, j'ai bon espoir que nous pourrions surmonter cette situation sans grande difficulté.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ACHAT D'UN NOUVEL AVION DE CHASSE

L'hon. Judd Buchanan (London-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Depuis quelques mois, il ressort clairement qu'il n'y a aucune concurrence réelle entre les deux soumissionnaires en ce qui concerne notre nouvel avion de chasse et que l'assortiment de retombées industrielles possibles ne représente, à toute fin pratique, aucun avantage pour l'industrie hautement technique du Canada.

Dans ces circonstances, le ministre peut-il nous dire s'il a l'intention d'aller de l'avant avec l'acquisition du F-16 ou du F-18A ou s'il est disposé à ajouter le F-18L à cette courte liste?

L'hon. Allan B. McKinnon (ministre de la Défense nationale et ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas l'intention d'ajouter le F-18L à notre liste pour l'instant. Quant aux retombées industrielles, nous sommes plutôt satisfaits de celles que ces deux sociétés nous ont offertes. La concurrence qu'elles se font est demeurée très vive jusqu'aux dernières soumissions qu'elles ont faites et que mon ministère étudie présentement.

M. Buchanan: Dans un article paru dans l'édition du matin du *Post* de Washington, le représentant Jack Edwards de l'Alabama, doyen des membres républicains du sous-comité des affectations de crédits de la défense de la chambre des représentants, a déclaré qu'un grand nombre d'avions de combat F-15 et F-16 seraient livrés d'ici la fin de l'année avec des vides là où devraient être les moteurs et qu'en raison de problèmes constants, seulement la moitié de ces avions sont en état de voler à l'heure actuelle, et que s'il était un pays membre de l'OTAN qui songeait à acheter cet avion, il serait bien nerveux. Cela dit, le ministre considère-t-il qu'il s'agit là d'un avion qu'il y a raisonnablement lieu d'acheter à l'intention des Forces canadiennes?

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa première question en tant que critique de l'opposition en matière de défense. Je tiens à lui signaler que c'est le gouvernement dont il faisait partie qui a inscrit ces deux avions sur la courte liste. Sans doute le sait-il déjà.

Quant à l'article en question, je ne l'ai pas lu. Je le lirai volontiers. Je vais solliciter des avis à propos de ces allégations. Je sais que l'on fait toutes sortes de spéculations sur le choix de l'avion. Je ne voudrais rien dire à la Chambre qui puisse faire croire que le gouvernement favorise un avion plutôt qu'un autre.